

Monsieur le Président,

Les congés d'été se sont achevés et la rentrée est difficile.

La réunion de présentation du PLF 2023 aux organisations syndicales a révélé les chiffres des suppressions d'emplois 2023 : encore - 850 à la DGFIP, encore -11 à la DGDDI, encore -5 à l'INSEE.

Nous connaissons d'avance votre réponse : c'est moins que les années précédentes !

Certes, factuellement c'est exact. Mais ce sont ENCORE des suppressions d'emplois !

Une fois encore, le ministère est exemplaire dans la destruction des emplois publics ! Une fois encore, la DGFIP se fait tailler en morceaux alors que les effectifs sont déjà à l'os depuis de nombreuses années !

Et, à la DGFIP, le NRP, avec toutes les désorganisations de services induites, tous les déplacements induits, est venu encore alourdir le quotidien des collègues. FO DGFIP est déjà allé cette année dans tous les services en visite et en HMI, nous pouvons donc l'affirmer : aucun service ne va bien ! A part la Paierie régionale, mais il est vrai qu'ils ont déjà donné avec la fusion des régions et la suppression des anciennes paieries régionales.

Voilà le constat, voilà votre bilan : hors Direction, un seul service où les agents collectivement ne se plaignent pas de leurs conditions de travail, d'être submergés par la charge de travail, de l'organisation interne à reconstruire complètement, d'une vision incertaine de l'avenir, d'être pour certains trop proches de la rupture.

Rentrée difficile aussi avec le pouvoir d'achat en berne du fait des prix des carburants, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, de tout en fait...L'augmentation de la valeur du point d'indice de 3,5 % n'a même pas compensée l'inflation...

Deux fois cette année la grille du C a été revue dans le seul but de faire passer de plus en plus d'échelons au-dessus du SMIC ! Pour la première fois, la grille des B a même dû être modifiée pour que les contrôleurs ne gagnent pas moins que le SMIC en bas de grille de C2 et C1 !

C'est pourquoi la revalorisation des salaires, des traitements, de l'indemnitaire et des pensions demeure la priorité pour Force Ouvrière, d'autant que la courbe de l'inflation va poursuivre sa progression.

Fini l'abondance a clamé le Président de la République ! Mais l'abondance, c'était pour qui ???

Baisser la température du chauffage, ceux qui avaient déjà des fins de mois difficile le faisaient déjà ! Faire attention à ses dépenses de plus en plus tôt dans le mois, c'est déjà le lot de plus en plus de nos collègues !

Les efforts demandés sur le carburant, la consommation d'eau chaude, le chauffage ne sont pas écologiques, ils sont avant tout économiques !

A propos de chauffage...la DRFIP a retiré des services tous les radiateurs d'appoint.

Alors que le chauffage central n'est pas encore mis en route et que les températures baissent fortement...

Ainsi les collègues de plusieurs services nous ont fait remonter le relevé de température de leurs bureaux : 18°, 17°, 16°...On est bien loin des 19° !!!

Si les consignes de chauffe sont globalement connues pour cet hiver, si les organisations syndicales ont à plusieurs reprises demandé un état des lieux précis des matériels distribués (des radiateurs, comme des ventilateurs, des lampes à 900€, etc...), si le changement des matériels à faible rendement au profit de matériel plus efficace va dans le bon sens, vous ne pouvez non plus ignorer la situation de certains services connaissant des problèmes de chauffages et de température dans les bureaux récurrents, ne serait-ce que parce que les organisations syndicales vous en ont parlé à plusieurs reprises, en CTL comme en CHSCT.

L'état des lieux et l'identification des matériels peu efficaces aurait pu se faire sur place et vous auriez pu procéder à leur remplacement sans retirer tous les matériels existants, y compris ceux fonctionnant correctement, mais au cas par cas, et seulement lorsque le nouveau matériel serait livré.

Aucune discussion n'a eu lieu avec les chefs de service ou les agents alors qu'une explication précise des motivations et des perspectives aurait dû être fournies aux collègues afin d'éviter d'accroître le mécontentement dans les services déjà en surtension depuis plusieurs mois et pour des motifs variés.

Dans certains sites qui sont des passoires thermiques bien connues, il va être difficile d'atteindre les 19° cet hiver, à fortiori sans chauffage d'appoint !

Nous savions déjà que le Fonds d'amélioration des conditions de travail ne permettait pas de résoudre les causes réelles de la dégradation des conditions de travail, mais à quoi sert-il si d'un côté, un peu d'amélioration est apportée et que d'un autre vous dégradez considérablement les conditions de travail ?

Car assurément, il n'est pas possible de travailler tout le jour assis à un bureau devant un ordinateur par 19° !

Car aujourd'hui on nous condamne à travailler dans des bureaux glacés, décourageant au passage les collègues de procéder aux aérations indispensables en cette période de reprise épidémique. Cherchez l'erreur !

Le prochain Fonds pour l'amélioration des conditions de travail sera-t-il dépensé en polaires, doudounes, mitaines et plaids ? Faudra-t-il brûler des palettes et des pneus pour faire monter la température extérieure ?

Le budget du CHSCT a financé divers matériels chauds pour les motards de la Douane, devra-t-il aussi équiper avec les mêmes matériels les agents de la DGFIP ?

Alors, à Bercy, les conditions de travail, ça compte ou ça ne compte pas ??? De qui se moque-t-on ?

Est-on menacé de pénurie d'électricité actuellement ? NON

La carte des risques de tension sur le réseau électrique est-il disponible ? NON

Cette politique de -10 % en 2 ans est en train de se transformer en -100 % tout de suite !!!

C'est aussi ridicule qu'inadmissible !

FO Finances 67 demande à la direction qu'elle revienne rapidement à la raison sur ce sujet qui concerne tous nos collectifs de travail.

Concernant plus spécifiquement la Douane, l'article 60 est aujourd'hui montré du doigt et en voie d'être annulé car frappé d'anti-constitutionnalité, après 73 ans d'existence. L'émoi est énorme.

Les douaniers se souviendront du 22 septembre 2022 qui prive plus de la moitié d'entre eux de leur outil de travail.

De fait, comment les agents peuvent-ils sereinement procéder à des contrôles dès aujourd'hui ? Comment les agents peuvent-ils défendre les procédures ?

Depuis des décennies, le travail de sape est en marche : suppression des missions, suppression de services et maintenant, suppressions des pouvoirs, par deux de nos anciens ministres, aujourd'hui membres du Conseil constitutionnel qui ont exercé leurs fonctions sans saisir les tenants et aboutissant de ce droit utilisé par une administration dont ils avaient la responsabilité.

Malgré les difficultés, les douaniers français se sont toujours pleinement investis dans la défense de la sécurité des citoyens et la protection de notre territoire H24, 7J/7 !

Comment pouvoir affirmer que force doit rester à la loi ? Il n'est bien entendu pas question de contrôler sans base juridique solide. Dans cette période sombre, il est décidément plus facile d'être du côté des fraudeurs que du côté de la loi ...

L'USD FO Douane va bien évidemment concerter avec les personnels et les autres OS et mener les actions qui s'imposent.

L'USD FO demande une expression claire vers les agents de la part de la direction générale et une explication toute aussi claire sur le modus operandi adopté pour élaborer soit un nouvel article soit une refonte du présent.

La communication devant avoir une valeur d'engagement.

Dans le contexte explosif de cette rentrée, entre inflation galopante et crise des énergies, entre menace sur les retraites et menace sur nos emplois, entre pouvoir d'achat en berne et promotions peau de chagrin, il est grand temps d'ouvrir de véritables négociations pour apporter aux personnels la reconnaissance qu'ils méritent.

Après le *Séjour de la santé* et le *Beauvau de la sécurité*, pour **FO** le temps est venu du « *BERCY des FINANCES* » !

Sans cette perspective concrète, compte tenu de la dégradation actuelle de nos conditions de travail, dans des bureaux bientôt glacés, la situation va encore se dégrader et devenir plus tendue.

Le service public a une histoire, par la Force du collectif, donnons-lui un avenir !